
La Mauvaise Réputation Togolaise

Pierre S. Adjété

Québec, Canada

Comme dans *Les Misérables* où l'on « ménage sa chandelle en prenant son repas à la lumière d'en face », les Togolais ne peuvent bénéficier de la démocratie qu'en admirant leurs voisins en jouir. Vraiment, la seule option? La visite de Patrice Talon au Togo, loin de constituer un quelconque contact pour échanger « sur l'amitié et la coopération entre nos deux pays pour le bénéfice de nos peuples » selon le discret gazouillis de Faure Gnassingbé, un micro message *Tweeter* quasi repentant du non moins fier « Doyen des chefs d'État de la sous-région ». Cette rencontre-exhibition ressemble plutôt à un télégramme volontairement audible destiné à l'opposition togolaise : « Je saurai toujours vous damer le pion, un coup d'avance sur vous ». Flatterie mise à part, le Togo de Faure Gnassingbé ne fait aucunement école pour pavaner à l'ère des prouesses démocratiques.

En réalité, dans la pratique diplomatique et de manière très rigoureuse, le président nouvellement élu du Bénin ne devait aucunement être reçu avant son investiture officielle par un chef d'État étranger, qui plus possède le titre sans doute très enviable dans les chancelleries africaines de « Doyen des chefs d'État de la sous-région ». En la matière, c'est le « béaba » des règles diplomatiques. À moins que nous soyons toujours dans une bananeraie, et alors ceci expliquerait cela...

Malgré tout, il se trouve qu'à la gouverne du Togo, Faure Gnassingbé ne parle pas et n'éclaire nullement : c'est un fait. Il omet même de remplir une de ses obligations constitutionnelles d'un discours « une fois par an devant le Parlement sur l'état de la nation ». Malheureusement pour Faure Gnassingbé, dans les périodes de crise et de désarroi, un chef d'État doit être complet, franc et direct, sans illusions, sans allusions, sans tromperie : indiquer la voie, convaincre et agir en conséquence.

Ce mois d'avril, anniversaire de la fête nationale du Togo et de ses trois dernières élections présidentielles toutes rancieuses, ce mois d'avril offre de nouveau une occasion unique pour des annonces républicaines louables et songées, davantage que d'autres exhibitions de simples muscles. Faure Gnassingbé sortira-t-il enfin de son mutisme légendaire et dire vraiment ce qu'il désire faire du Togo, quant à la soif et à la nécessité démocratique de ses citoyens et de sa propre promesse de réconciliation?

En tout ou en partie, c'est à cause de son silence que Faure Gnassingbé manque sa gouverne politique au Togo. Particulièrement dans son cas, avoir succombé à toutes les marques d'indifférence vis-à-vis des perspectives adverses, avoir cédé devant la personnalisation démesurée d'une gouvernance étonnamment conservée immature, lointaine et autoritaire. Au-delà de tout, et comme seul résultat politique tangible, Faure Gnassingbé est rapidement parvenu à la confiscation du pouvoir, en répétant systématiquement et en répandant sociologiquement la légendaire recette d'Ali Baba et ses compagnons.

Tous ces faits renforcent l'amer constat d'une incapacité de rupture avec le passé, et pour le bien commun au Togo. Aucune discussion ou aucun avis différent n'est possible; les chefs traditionnels viennent d'en faire l'expérience de nouveau. Aucune élection n'est crédible au Togo. Aucune réforme politique d'essence démocratique n'est envisageable, sauf pour garantir au chef de l'État togolais une immunité constitutionnelle qui n'existe pas dans les différents accords, y compris l'Accord politique global (APG) dont la mise en œuvre des principales conclusions est demandée à Faure Gnassingbé depuis une dizaine d'années.

Nouvel appétit de changement constitutionnel

Dans le cercle des régimes allergiques à l'avancée démocratique en Afrique francophone –groupe auquel n'appartient pas le Bénin et son président nouvellement élu Patrice Talon— se retrouvent le modèle togolais de Faure Gnassingbé aux côtés de celui du Congo où Denis Sassou Nguesso (DSN) vient de constitutionnaliser l'impunité. Le nouvel article 96 voulu et imposé par DSN aux Congolais donne matière à réflexion. Au Togo un référendum pourrait difficilement être convoqué pour contourner la minorité de blocage encore détenue par l'opposition à l'Assemblée nationale. En effet, la toute nouvelle Constitution congolaise, mise en vigueur en novembre 2015, franchit un point de bascule; et elle proclame dorénavant que :

« Aucune poursuite pour des faits qualifiés crime ou délit ou manquement grave à ses devoirs commis à l'occasion de l'exercice de la fonction ne peut plus être exercée contre le Président de la République après cessation de ses fonctions.

La violation des dispositions ci-dessus constitue le crime de forfaiture ou de haute trahison conformément à la loi. »

Au Togo, les jours et les occasions passent et Faure Gnassingbé n'a pas le courage d'évoquer publiquement le seul message qui le hante : changer la Constitution togolaise une nouvelle fois pour y inclure que, désormais, les actes du Président de la

République togolaise soient exempts de poursuites devant toute juridiction nationale ou internationale. La peur de la Cour pénale internationale (CPI) est devenue viscérale au Togo et ailleurs en Afrique francophone. Le courage manque pour aborder un tel sujet, ouvertement, afin d'y trouver solution comme ce fut le cas dans plusieurs autres pays au passé lourd. Car, il faudra bien en arriver à l'évidence que les approches classiques de manipulation ne peuvent indéfiniment prospérer au Togo. La création intempestive de nouvelles préfectures et autres structures administratives est la preuve qu'en l'absence de démocratie ou de consensus, toutes ces décisions ne sont opportunes, ni viables et encore moins optimales pour le pouvoir togolais.

Faure Gnassingbé possède le don de prendre les couloirs politiques longs, compliqués et infructueux, persuadé que tout doit se faire sous le sceau du secret ou par la contrainte, mais jamais au moyen du verbe, de la persuasion et du charisme politique. Or, au Togo politique, plus aucun arrangement ne peut se faire sans une transparence dont les acteurs politiques les plus représentatifs seront des parties prenantes, et les citoyens togolais des témoins privilégiés. Une si mauvaise réputation de tout imposer est devenue la marque de commerce de Faure Gnassingbé dont le génie politique n'est toujours pas une épiphanie.

La tentation du silence, les fréquentations douteuses et récupératrices ainsi que les obscures combines politiques ont, chacune et toutes, littéralement échoué au Togo. Et c'est tant mieux! Désormais, une ère efficace de vérité politique, de dépressurisation des élus, des notables et des chefs traditionnels ainsi qu'une période d'obligation de résultats politiques validés par les populations togolaises elles-mêmes doit s'ouvrir au Togo. Une ère véritablement nouvelle se doit de s'ouvrir immanquablement au Togo pour la crédibilité des tenants du pouvoir, pour l'objectif d'une Nation réconciliée comme promise aux citoyens depuis 2005.

Le monde a changé... Ensemble, changeons le Togo

Au sortir des grands traumatismes comme ce fut le cas du règne de Gnassingbé Eyadema, les Togolaises et les Togolais avaient besoin de clarté et de volonté comme pour conjurer tout le mal politique profond dont ils étaient infectés. Quoi de plus normal! De surcroît, Faure Gnassingbé le leur avait promis pour justifier toutes les dramaturgies de sa captation du pouvoir. Au Togo, c'est une obligation pour un chef d'État de tenir à sa parole de réconciliation pour garantir le respect de l'institution et faire reluire l'histoire politique indicible de ce pays; des secrets de la grande famille togolaise qui ne sont pas des plus honorables.

Au sortir de la deuxième Grande Guerre, on se rappelle combien la précision verbale de Churchill fut salutaire et sans équivoque. Dernièrement, sous nos regards à tous, le clair langage du Mādibā a indiqué la voie la plus pragmatique vers la réconciliation de la nouvelle Afrique du Sud postapartheid. Dans un cas comme dans l'autre, chacune des actions futures a confirmé une telle volonté politique du grand changement annoncé et de la rupture réalisée avec le passé. C'est au tour de Faure Gnassingbé de s'inscrire au courage du renouveau républicain de la démocratie pour la réconciliation au Togo.

Le temps s'écoule au Togo et la démocratie s'écroule à chaque occasion, à toutes les tentatives. Il suffit pour s'en convaincre d'observer le cheminement politique et les bonds démocratiques de tous les pays autour du Togo. Pendant ce temps, la divination du pouvoir togolais autant que son art du « *déclinisme* » se sont installés allègrement, ils se sont cristallisés par la suite dans un mutisme majestueux dont l'enjeu politique est devenu totalement improductif et irrespectueux de tout le monde, y compris des partenaires internationaux médusés et impuissants.

Certes, quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, l'on construit toujours un pays à son image et à sa propre densité. Alors, quelle image que ce Togo de Faure Gnassingbé? Dans toutes les tentations multiples de l'imperfection, de la subjectivité, du silence et de l'imbroglio qu'autorise la politique partout ailleurs, on s'étonne toujours que ce soit seulement au Togo que la pratique politique soit restée si inactuelle avec pourtant un si jeune président comme Faure Gnassingbé.

Certes, la perfection n'est pas de ce monde politique. Pour les initiés, toute perfection politique serait même « *un chemin qui mène à la solitude* ». Mais, en parole et par omission, le pouvoir togolais a tellement mystifié le peuple togolais et sa diaspora, semé la zizanie et la chienlit partout au Togo et à toutes les occasions –autant dans les découpages territoriaux et administratifs, dans l'intégrité des listes électorales, dans les créations de communes et de bureaux de vote comme dans les innombrables dialogues nationaux-, qu'il n'est pas inutile de demander à ce pouvoir togolais de communier désormais en toute sincérité et en toute modernité avec ses propres citoyens. Le monde a changé, l'art et la science de la pratique politique aussi.

Même en politique togolaise, il n'y a aucun mal à se faire du bien. Et il est temps que ce bien soit courageusement l'acceptation et l'expérimentation de la démocratie dans de crédibles élections locales, quitte à ce que les choix des populations togolaises permettent une cohabitation politique innovante. Dans tous les cas, il est totalement irrationnel que le Togo de Faure Gnassingbé traîne une réputation aussi intenable que disgracieuse et sans avenir. Le monde a changé... Changeons le Togo.